Dénonciation de graves violations des droits de l’homme des peuples autochtones en Colombie

Image not found or type unknown

Bogota, 21 octobre (RHC) Des organisations indigènes de Colombie ont dénoncé aujourd'hui de graves violations des droits humains des peuples ancestraux dans cette nation sud-américaine.

Lors d'une conférence de presse, l'Organisation nationale autochtone de Colombie et la Commission des droits de l'homme des peuples autochtones ont présenté un rapport dans lequel elles dénoncent les dangers qui menacent ces populations abandonnées à leur sort par l'État.

Elles ont appelé l'attention sur les multiples intérêts qui confluent sur les territoires des quatre villages de la Sierra Nevada de Santa Marta et sur les risques encourus par ceux qui vivent en Amazonie et dans les zones frontalières.

Ils ont souligné en particulier la situation du peuple autochtone Wayuu, dans le département de la Guajira, qui a toujours été totalement abandonné par l'État.

Ils ont précisé que les Wayuu enregistrent le taux de mortalité infantile le plus élevé en Colombie avec 60,4 décès pour 1000, indice qui continue d'augmenter avec la malnutrition des enfants.

Ils ont souligné que devant tant d'indolence de l'État, sept jeunes de ce département se trouvent sur la place de Bolivar, dans cette capitale, depuis plus de 20 jours en grève de la faim.

Dans le rapport présenté ce jeudi, ils ont énuméré des éléments qui constituent les contenus principaux d'une situation structurelle d'atteinte aux droits humains fondamentaux et territoriaux de ces communautés.

Ils ont noté entre autres le renforcement des acteurs armés illégaux, la recrudescence des affrontements armés autour et à l'intérieur des territoires autochtones, l'augmentation de l'exploitation minière-énergétique qui entraîne la dégradation du territoire et des différentes formes de vie.

Ils ont également énuméré les stratégies de fractionnement du Gouvernement vers l'intérieur de certains peuples autochtones qui portent atteinte aux principes d'autonomie et d'auto-administration.

Elles ont souligné que, face à la crise humanitaire, la Commission des droits de l'homme des peuples autochtones insiste sur la nécessité de rendre effectifs les cadres de dialogue de gouvernement à gouvernement et les accords conclus dans le cadre de l'exercice du droit fondamental à la consultation préalable, libre et éclairée réalisée pour le Plan national de développement.

Toutefois, le Gouvernement national ne respecte pas ses obligations constitutionnelles, ont-ils averti.

Ils ont exigé de l'administration d'Ivan Duque, du ministère de l'Intérieur, des forces armées et des groupes en marge de la loi, le respect de la vie, des dynamiques d'organisation, les formes d'autonomie des peuples autochtones et la sauvegarde des territoires ancestraux contre les intérêts exploiteurs.

Entre autres exigences, ils ont demandé l'application des accords du Plan national de développement, des dispositions du chapitre ethnique de l'Accord de paix et l'arrêt de l'extermination physique et culturelle, à laquelle sont soumis les peuples autochtones du territoire.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/274603-denonciation-de-graves-violations-des-droits-de-lhomme-des-peuples-autochtones-en-colombie

Radio Habana Cuba